La nouvelle orientation syndicale

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **12 (1920)**

Heft 1

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-383291

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Berne, janvier Douzième année 1920 — **N° 1**

REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Abonnement: 3 fr. par an
Pour l'Etranger: Port en sus
Abonnem. postal, 20 cent. en sus

Rédaction: Secrétariat de l'Union syndicale suisse, Berne
Téléphone 3168 ○ ○ ○ **Kapellenstrasse 8** ○ ○ ○ Compte de chèques N° III 1366
Paraît tous les mois

○ Expédition et administration: ○
Imprim. de l'Union, Berne
○ ○ ○ ○ Kapellenstrasse, 6 ○ ○ ○ ○

SOMMAIRE:

Pages

1. *La nouvelle orientation syndicale* 1
2. *„La Lutte syndicale"* 3
3. *Commission syndicale suisse* 3
4. *La Conférence internationale des Services publics* 4
5. *Le Congrès extraordinaire des Trade-Unions anglaises* 5
6. *Dans les fédérations syndicales* 7
7. *Mouvement syndical international* 8

La nouvelle orientation syndicale

Le Parti socialiste suisse et l'Union syndicale n'ont pas toujours existé. Le manifeste communiste de Karl Marx et son appel: «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!» avaient depuis longtemps trouvé un écho enthousiaste dans les cœurs de centaines de milliers d'ouvriers avant que ces deux organisations n'aient vu le jour.

Les sociétés d'éducation ouvrière, les sociétés du Grutli, les unions et syndicats qui existaient alors se confondaient avec la bourgeoisie, elles s'orientaient vers la gauche et cherchaient à se joindre à l'Association internationale des travailleurs. C'était là ce que l'on considérait alors comme la forme idéale d'une organisation ouvrière. Les frontières nationales, la différence des langues ou la dissemblance des tempéraments ne devaient pas séparer les ouvriers, qu'ils soient cordonniers ou tailleurs, maçons ou horlogers, tous devaient se rencontrer dans l'Internationale.

Le début fut superbe est justifiait les plus grands espoirs. Des luttes de la plus haute importance furent menées avec l'appui de la solidarité internationale. Nous ne voulons rappeler que la grève des ouvriers du bâtiment de Genève, en 1868.

Mais, après une courte période de prospérité, l'Association internationale des travailleurs tomba victime des conséquences de la guerre de 1870-71 et des conflits intérieurs provoqués par l'aile gauche de l'association: les collectivistes.

Un petit groupe de la classe ouvrière voulait déjà il y a cinquante ans faire avancer le mouvement avec plus de vigueur, mais ses partisans ne réussirent qu'à le paralyser, le diviser plus encore et à renforcer la puissance de l'adversaire.

Il est certain que l'Association internationale des travailleurs eût mieux résisté à ces essais de désunion si elle avait su tenir compte des particularités nationales et des besoins spécifiques des divers groupes et professions.

Après la disparition du courant extrémiste, qui fut victime de sa propre infécondité, on réforma le mouvement sur des bases politiques et économiques. Les syndicats professionnels commencèrent à se développer et à créer des fédérations centrales. Ce travail exigea un labeur de 40 ans, durant lesquels il fallut soutenir de rudes luttes non seulement contre le patronat, mais plus encore contre l'indifférence des travailleurs. Ce n'est que ces dernières années que des progrès importants purent être enregistrés et que la confiance dans l'organisation prit pied dans la masse du prolétariat. C'est à partir de ce moment que l'on constate à nouveau le travail souterrain de certaines sphères.

Celui qui est habitué à considérer les faits selon leur développement historique, constatera que le mouvement ouvrier s'est développé logiquement au cours des quarante années. Il regrettera sans doute que des centaines de milliers d'ouvriers s'en soient tenus à l'écart, retardant ainsi sa marche en avant. Mais il n'y pourra rien changer malgré son désir de rattraper ce retard d'un seul coup; il lui sera impossible de devancer les faits économiques.

On est obligé d'en tenir compte, bien que ce soit précisément dans la classe ouvrière que l'on est le plus enclin à les ignorer et à se laisser guider par le sentiment plutôt que par la reflexion. Toute tactique ou système de lutte qui ne conduit pas d'un seul coup à la suppression du salariat et du capitalisme est taxé de réformisme et de réactionnaire. Alors que la plus simple réflexion démontrerait que le développement d'un ordre social qui a exigé des milliers d'années ne peut pas être renversé en quelques jours à coup de pavés et de mitrailleuses.

Le «développement historique» qui n'est pas assez rapide au gré de ceux qui croient naïvement pouvoir libérer les syndicats de leurs défauts réformistes par une cure violente et abattre ensuite la «fragile» société capitaliste d'un seul et furibond assaut. Les remèdes qu'ils vantent ne sont ni originaux ni nouveaux. C'est ce qui ressort des considérations qui précèdent.

Nos théoriciens de la violence nous renvoient à la Russie. Mais, ce que nous connaissons de ce pays ne prouve pas jusqu'ici que le capitalisme y soit définitivement vaincu; les sacrifices exigés par la lutte y sont si durs que l'on peut vraiment se demander si dans ce cas moins n'eût pas été mieux. Les dernières informations parvenues de Russie démontrent à l'évidence que sous de nombreux rapports on cherche à rétrograder, car, en réalité, le développement ne peut se faire au pas de charge. Il est même à craindre que la réaction n'y triomphe et noie la nouvelle société dans une mer de sang, tel en Finlande et en Hongrie. Les conditions sociales et économiques doivent avoir un certain degré de maturité pour assurer un succès durable à une opération de ce genre.

Dans les sphères des orientés «vers la gauche» on cherche une forme d'organisation garantissant une réforme des méthodes actuelles. On croit l'avoir trouvée dans la «Fédération des unions ouvrières locales».

Cette fédération devrait servir d'une part de contre-poids à l'«esprit de négociation», à la politique

des conventions et à la simple «politique des mouvements de salaire» et d'autre part de contre-poids à l'«influence corruptrice du parlamentarisme au sein du parti». Cette fédération serait donc quasi le soleil central autour duquel tourneraient le parti et l'Union syndicale comme de vulgaires planètes ou satellites. On nous promet que l'Union syndicale conserverait son indépendance, tandis que l'on sait exactement qu'il s'agit d'une lutte de principe au cours de laquelle l'une des deux organisations doit forcément être vaincue!

La création d'une troisième organisation à côté de celles que nous possédons est un non-sens, une fantaisie absurde, une idée que l'on n'a pas même eue en Russie comme le prouve un article de Sinoviev, paru dernièrement dans la presse du parti:

«Il est inutile de se casser la tête dès aujourd'hui pour savoir quelle forme actuelle (des organisations) sera durable à l'avenir. Notre tâche doit être en ce moment de fixer les relations réciproques qui doivent exister entre le parti, les syndicats et les soviets.»

Tandis que nos adversaires épient le moment favorable pour rompre nos rangs, nous perdons notre temps en controverses académiques sur la meilleure forme à donner au mouvement ouvrier.

Les élections au Conseil national ont amené une majorité bourgeoise incontestable. Ce serait le comble de l'erreur de vouloir se figurer que cette majorité se laisserait effrayer par quelques phrases. On constate au contraire que le galop social qui a duré quelque temps, est devenu un galop réactionnaire. Nous ne nous trompons certainement pas en admettant que ce changement d'attitude est l'une des conséquences des dernières grèves de Bâle et Zurich, et dont le résultat fut une victoire de la bourgeoisie et un affaiblissement considérable de la force des travailleurs.

La conquête de la semaine de 48 heures était envisagée, il y a six mois, comme un succès médiocre; il était superflu de faire de grands efforts en sa faveur (certaines unions locales refusaient même d'organiser des manifestations de propagande); il fallait concentrer désormais toute sa force pour le bouleversement intégral de la société bourgeoise.

Aujourd'hui on commence, il est vrai, à changer d'avis. Jamais il ne fut plus urgent de rassembler nos forces. Les questions de tactique et de principe préoccupent même les patrons; ils cherchent à les solutionner à leur profit en créant des secrétariats ouvriers libéraux à St-Gall, à Lucerne et ailleurs encore. La Confédération vient d'accorder aux chrétiens-sociaux une subvention annuelle de 25,000 fr. pour qu'ils puissent travailler avec succès contre nous. Il est évident que par tous ces moyens l'on ne parviendra pas à anéantir le mouvement ouvrier, mais on peut le gêner, au moment voulu, à un point vulnérable. Mais tous ces efforts, nous les ignorons comme nous ignorons qu'à Bâle et à Zurich se trouvent encore des milliers d'ouvriers inorganisés ou tout au moins indifférents à notre but, tandis que nous discutons passionnément sur la «dictature du prolétariat», comme si c'était là notre tâche la plus immédiate.

Cependant, le plus grand idéaliste ne saurait se détacher des cotingences terrestres. Comme l'Union syndicale se place sur le terrain des réalités et qu'elle ne veut rien savoir de ces plans fantastiques, elle doit être discréditée. Si l'on disait cruement qu'elle doit disparaître parce qu'elle est contre la dictature du prolétariat, personne n'en serait impressionné dans les milieux syndiqués. Aussi, on croit agir plus habilement en écrivant dans les journaux suisses allemands du parti sous le couvert d'une «corespondance syndicale zurichoise»: «Les industriels savent profiter des circonstances et ont au moins sur l'Union syndicale l'avantage de ne manquer aucune occasion.» On évite évidemment de dire quelles occasions furent manquées! L'auteur, veut-il parler des occasions de déclencher des actions en masses ou celles de faire accepter de «petites réformes» comme il dit dédaigneusement «qui ne font que prolonger les souffrances des ouvriers»? En tout cas, il y a un gouffre entre la phraséologie extrémiste et la pratique extrémiste, personne ne le contestera. Ce sont justement les adversaires de toute réforme qui reprochent à l'Union syndicale de manquer d'initiative dans les questions de prévoyance aux chômeurs, du placement des ouvriers, des communautés du travail, des conseils d'ouvriers et de la socialisation. Toutes ces question ne sont nullement révolutionnaires, mais purement réformistes. D'ailleurs, nous n'avons pas besoin de nous défendre contre ces accusations, chacun est fixé à leur sujet. Par contre, il est remarquable de voir chaque fois que l'on essaye de mettre en discussion un problème de politique sociale ou économique, nos amis extrémistes railler notre «socialisme de secours aux indigents» et rendre impossible tout travail pratique. Ce qui ne les empêche pas d'en accepter les effets tout en le critiquant, il est vrai. Une discussion plus approfondie sur ce sujet serait dans l'intérêt général du mouvement, mais, aujourd'hui, elle est impossible. Des discussions de ce genre étant sabotées par des phrases creuses.

Quand les Unions ouvrières de Bâle et Zurich convoquèrent leur conférence, on ne pouvait douter de leur intention, bien qu'elles l'eussent masquée en portant à l'ordre du jour des questions pressantes soi-disant négligées par l'Union syndicale; mais on eut soin de n'en pas parler «faute du temps suffisant». Par contre, on en prit d'autant plus pour traiter le thème favori: «Union syndicale suisse et unions ouvrières».

Deux choses ont avant tout le don de déplaire aux Bâlois et aux Zurichois: La proportion des voix accordées aux comités centraux à la commission syndicale et la froideur marquée par celle-ci pour toute tactique de trouble chère à quelques unions.

Il nous est impossible d'entrer dans les détails du problème présenté ici, nous remarquons cependant que des conférences précédentes se sont déjà occupées du droit de collaboration des unions. Lors d'une conférence des secrétaires ouvriers du 26 décembre 1916, Schneider, de Bâle, proposa entre autres: «Les secrétariats ouvriers doivent être régulièrement invités à participer aux séances de la commission syndicale; un représentant de chaque secrétariat, ayant voix *consultative* aux discussions, sera délégué aux séances.» Non seulement le congrès syndical accepta cette proposition, mais il accorda encore aux secrétaires le droit de vote. Malgré tout, on pourrait discuter aujourd'hui encore, de quelle façon on pourrait accorder aux unions ouvrières des droits encore plus étendus.

L'attitude générale des unions à l'encontre des fédérations est une toute autre question. La conférence du 7 décembre accepta une résolution ayant la teneur suivante:

«Reconnaissant qu'une organisation uniforme de toute la classe ouvrière suisse peut seule conduire le mouvement ouvrier de la phase des luttes de salaire syndicales à la lutte directe pour atteindre le but final socialiste, les unions représentées le 7 décembre à Olten, se déclarent d'accord avec la création d'une Fédération des unions ouvrières suisses.